

Annexe 1. Liste des documents à joindre à l'offre ou sur demande du pouvoir adjudicateur



Schola Europaea

ECOLE EUROPEENNE DE BRUXELLES III

PROCEDURE OUVERTE N° 2025-001

FOURNITURE ET PLACEMENT DE TABLEAUX INTERACTIFS ET ACCESSOIRES

ANNEXE 1 : CHECKLIST DES DOCUMENTS À COMPLÉTER ET FOURNIR

AU MOMENT DU DÉPÔT DE L'OFFRE OU PENDANT LA PROCEDURE

Les documents et renseignements, recensés dans les tableaux suivants, DOIVENT obligatoirement être remis.

Dans chaque check-list, chaque case de la colonne intitulée « Référence aux documents joints » doit être complétée à l'aide du numéro du document pertinent et de la page de l'offre sur laquelle le document requis se trouve, sauf spécification contraire.

I - IDENTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE, OFFRES CONJOINTES ET SOUS-TRAITANCE

		Référence aux documents joints
1.	Formulaire d'identification « identité légale » (le cas échéant, pour tous les membres du groupement) (Voir annexe 1.1 du présent document)	Voir document n°... à la page... de l'offre soumise
2.	Le cas échéant : Questionnaire concernant les offres conjointes (accompagné d'Accord/Procuration) (Voir annexe 1.2 du présent document)	Voir documents n°... à la page... de l'offre soumise
3.	Le cas échéant : Questionnaire concernant la sous-traitance (le cas échéant, pour chacun de sous-traitants, accompagné de déclaration d'intention ou d'un accord existant) (voir annexe 1.3 du présent document) En cas de sous-traitance, le soumissionnaire doit indiquer le nom, les coordonnées, la raison sociale et le statut juridique de la/des société(s) sous-traitées. Ces parties du marché sous-traitées resteront sous la responsabilité du contractant.	Voir document n°... à la page... de l'offre soumise
4.	Le cas échéant : Questionnaire pour le soumissionnaire qui souhaite s'appuyer sur une autre entité pour respecter le niveau de capacité économique et financier minimum (voir annexe 1.4 du présent document)	Voir document n°... à la page... de l'offre soumise

II - CRITÈRES D'EXCLUSION

		Référence aux documents joints
5.	Déclaration sur honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection dûment complétée et signée (le cas échéant, pour tous les membres du groupement) (Annexe 2 du cahier des charges)	Voir document n°... à la page... de l'offre soumise

III - CRITÈRES DE SÉLECTION

		Référence aux documents joints
6.	Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection dûment complétée et signée (le cas échéant, pour tous les membres du groupement) (Annexe 2 du cahier des charges)	Voir document n°... à la page... de l'offre soumise

a) Capacité juridique et réglementaire

		Référence aux documents joints
7.	Copie de l'inscription dans un registre professionnel ou dans un registre du commerce ou de tout autre document officiel mentionnant un numéro d'enregistrement ;	Voir document n°... à la page... de l'offre soumise
8.	Pour les personnes morales, une copie lisible de l'acte de nomination des personnes autorisées à représenter le candidat dans ses relations avec les tiers et en justice, ou une copie de la publication de cet acte de nomination, si la législation applicable à l'entité légale concernée requiert une telle publication ; toute délégation de cette autorisation à un autre représentant non mentionné dans l'acte de nomination officiel doit être attestée.	Voir document n°... à la page... de l'offre soumise

b) Capacité économique et financière

		Référence aux documents joints
9.	Une copie des comptes de résultats et du bilan des deux derniers exercices pour lesquels les comptes de chacune des <i>entités concernées</i> ont été clôturés, ou, à défaut, des déclarations appropriées de leurs banques. L'exercice le plus récent doit avoir été clôturé au cours des 18 derniers mois.	<i>Document à soumettre sur demande du pouvoir adjudicateur</i>
10.	Une copie de la preuve d'assurance contre les risques professionnels pertinents, indiquant, entre autres, que le montant minimum demandé est couvert, le durée et la date d'échéance de la police et le nom de l'assureur.	<i>Document à soumettre sur demande du pouvoir adjudicateur</i>

c) Capacité technique et professionnelle

		Référence aux documents joints
11.	Trois attestations de bonne exécution délivrée par le client ou déclaration sur l'honneur comportant, pour chaque marché similaire: a) le nom du client; b) brève description des services rendus (volume, date de début, durée etc.); c) personne de contact pour le client (nom, numéro de téléphone, adresse e-mail).	Voir document n°... à la page... de l'offre soumise

V-CRITÈRES D'ATTRIBUTION

a) Prix de l'offre

		Référence aux documents joints
12	Bordereau financier Tableau à compléter (annexes 6.1 & 6.2 du cahier des charges)	Voir document n°...

		à la page... de l'offre soumise
--	--	------------------------------------

b) Offre technique

		Référence aux documents joints
10	Bordereau technique Tableau à compléter (annexe 7 du cahier des charges)	Voir document n°... à la page... de l'offre soumise

VI -AUTRES DOCUMENTS

		Référence aux documents joints
11	Formulaire de déclaration de confidentialité (Annexe 4 du cahier des charges)	Voir document n°... à la page... de l'offre soumise
12	Fiche financière, renseignements bancaires (Annexe 5 du cahier des charges)	Voir document n°... à la page... de l'offre soumise

SIGNATURE DU SOUMISSIONNAIRE ET DATE

Je certifie/Nous certifions que les informations fournies dans l'offre sont exactes et complètes à la date indiquée ci-dessous.

Je comprends/Nous comprenons que le fait de fournir de fausses informations pourrait entraîner l'exclusion du soumissionnaire.

Je m'engage/Nous nous engageons à informer le Pouvoir adjudicateur sans délai de tout point qui modifierait ou compléterait toute information contenue dans l'offre en réponse au présent marché.

Signature : _____

Nom : _____

Date : _____

Annexe 1.1 Identification du soumissionnaire**FORMULAIRE D'IDENTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE**

Le présent formulaire est à fournir dûment complété par le soumissionnaire et le cas échéant, par tous les membres d'un groupe de soumissionnaires. En cas de groupement, la personne habilitée à signer le contrat et la personne de contact ne doivent être renseignées que pour le chef de groupe.

Identification du soumissionnaire agissant en qualité de :

- Soumissionnaire unique
- Membre du groupement ; indiquer si mandataire (chef de groupe) ou mandant :

Identité	Réponse
Dénomination officielle complète du soumissionnaire:	
Forme juridique officielle:	
Pays d'enregistrement:	
Adresse du siège social du soumissionnaire:	
Numéro d'enregistrement légal:	
Numéro du registre de la TVA:	
Personne(s) habilitée(s) à signer le contrat (nom, prénom et fonction): <i>Indiquer si cette ou ces personnes sont habilitées à signer seules ou ensembles.</i>	
Personne(s) de contact désignée(s) pour le présent appel d'offres (nom, prénom et fonction, numéro de téléphone, numéro de fax, adresse, courrier électronique). (En cas de groupement, à indiquer uniquement pour le chef de groupe)	

Annexe 1.2 Offres conjointes

QUESTIONNAIRE CONCERNANT LES OFFRES CONJOINTES

A remplir en cas d'offre conjointe soumise par un groupe de soumissionnaires.

1. Veuillez indiquer le nom de la société mandataire du groupe de soumissionnaires (chef de groupe) :

2. Veuillez indiquer le nom des mandants (les autres entreprises) qui participent à l'offre conjointe et solidaire :

N.B. : Ces sociétés doivent fournir le formulaire d'identification (cf. ci-avant), la déclaration sur honneur relative aux critères d'exclusion, et le cas échéant les documents nécessaires à l'évaluation de la capacité économique et financière et/ou capacité technique.

3. Si un groupement ou une entité similaire a déjà été formé, veuillez indiquer son nom et son statut juridique ainsi que fournir toute autre information et tout autre document pertinent dans ce contexte :

4. Veuillez fournir un Accord/Procuration, établie conformément au modèle de procuration figurant ci-après, signée par les représentants légaux de tous les partenaires de l'offre conjointe et solidaire, qui notamment :

- **reconnait la responsabilité solidaire de tous les partenaires de l'offre conjointe pour l'exécution du marché;**
- **donne procuration à l'un des partenaires de l'offre conjointe (chef du groupe) pour représenter les autres parties aux fins de la signature et de l'administration du contrat.**

Accord/Procuration - Modèle

*(DESIGNANT L'UNE DES ENTREPRISES COMME CHEF DU GROUPE ET LA NOMMANT
MANDATAIRE)*

Les soussignés,

– Signataire 1 *(nom, fonction, entreprise, siège social, numéro de TVA)*

– Signataire 2 *(nom, fonction, entreprise, siège social, numéro de TVA)*

–

– Signataire N° *(nom, fonction, entreprise, siège social, numéro de TVA),*

Chacun ayant la capacité juridique requise pour agir au nom de sa société,

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1) En tant que cosignataires du Contrat, tous les membres du groupe :
 - Seront solidairement responsables envers les écoles européennes et le BSGEE de l'exécution du Contrat ;
 - Respecteront les conditions du Contrat et veilleront à la bonne exécution de leur part respective des fournitures et/ou des services.
- 3) À cet effet, les membres du groupe désignent l'entreprise comme chef du groupe.
[N.B.: le chef du groupe doit être l'un des membres du groupe]
- 4) Les paiements effectués par les écoles européennes et le BSGEE pour les services exécutés se feront sur le compte bancaire du chef du groupe.
[Indiquer le nom et l'adresse de la banque, le numéro de compte, etc.]
- 5) Les membres du groupe confèrent au chef du groupe tous les pouvoirs nécessaires pour agir en leur nom en ce qui concerne les services. Ce mandat comporte notamment les tâches suivantes:
 - Le chef du groupe signe tous les documents contractuels – y compris le contrat-cadre, les contrats spécifiques et leurs avenants – et établit toutes les factures relatives aux services au nom des membres du groupe ;
 - Le chef du groupe est l'interlocuteur unique des écoles européennes et du BSGEE en ce qui concerne les services associés à assurer au titre du Contrat. Il coordonne l'exécution des services réalisés par les membres du groupe aux écoles européennes et au BSGEE et veille à la bonne exécution du Contrat.

Toute modification du présent accord/de la présente procuration est soumise à l'approbation expresse des écoles européennes et du BSGEE.

Le présent accord/la présente procuration expire lorsque toutes les obligations contractuelles des membres du groupe envers les écoles européennes et le BSGEE en rapport avec les services à

assurer au titre du Contrat ont cessé d'exister. Sa résiliation par les parties avant cette date n'est possible qu'avec l'accord des écoles européennes et du BSGEE.

Signé à, le

Nom		Nom	
Fonction		Fonction	
Entreprise		Entreprise	
Nom		Nom	
Fonction		Fonction	
Entreprise		Entreprise	

Annexe 1.3 Sous-traitance

QUESTIONNAIRE CONCERNANT LA SOUS-TRAITANCE

1. Votre offre prévoit-elle de recourir à la sous-traitance? Oui Non

Dans l'affirmative, veuillez compléter les points suivantes:

2. La part du marché que vous envisage de sous-traiter :

3. Liste des sous-traitants :

4. Justification de la sous-traitance et rôle, activités et responsabilités des sous-traitants :

Veuillez remplir le formulaire suivant pour chacun des sous-traitants et l'accompagner d'une déclaration d'intention du sous-traitant ou d'un accord existant (voir article II.5 du cahier des charges).

Justification de la sous-traitance et rôle, activités et responsabilités des sous-traitants
--

Nom du sous-traitant:

Forme juridique officielle:

Pays d'enregistrement:

Numéro d'enregistrement légal:

Adresse officielle complète:

Personne de contact:

Numéro de téléphone:

Justification de la sous-traitance:

Rôle, activités et responsabilités du sous-traitant:

Volume ou proportion de la sous-traitance:

NB : La partie du marché sous-traitée reste sous la responsabilité du soumissionnaire.

Les écoles européennes et le BSGEE se réservent le droit de vérifier la situation juridique, la capacité économique et financière, ainsi que la capacité technique des éventuels sous-traitants et cela soit avant la signature du contrat si les sous-traitants ont été indiqués dans l'offre, soit suite à une demande d'autorisation de la sous-traitance en cours de contrat. A défaut de la présentation de ces documents, aucun recours à la sous-traitance ne pourra être autorisé.

Date, cachet et signature du soumissionnaire :

Annexe 1.4 Entité sur la capacité de laquelle un soumissionnaire s'appuie

[En-tête de lettre, le cas échéant]

ECOLE EUROPEENNE DE BRUXELLES III

Appel d'offres réf. 2022-012

A l'attention de :

[Indiquer la date]

Lettre d'engagement d'une entité sur la capacité de laquelle un soumissionnaire s'appuie

Je, soussigné[e],

Nom :

Fonction :

Entreprise :

Adresse officielle :

Numéro de TVA :

ayant la capacité juridique requise pour agir au nom de l'entreprise **[indiquer le nom de l'entité]** confirme par la présente que notre entreprise autorise **[indiquer le nom du soumissionnaire]** à **s'appuyer sur sa capacité économique et financière pour atteindre les niveaux minimaux** requis pour l'appel d'offres **[indiquer le numéro de référence]** – **[indiquer le titre de la procédure]** Lot **[indiquer le numéro du lot]**.

Au cas où l'offre du soumissionnaire susmentionné serait retenue, **[indiquer le nom de l'entité]** s'engage à mettre à disposition les ressources nécessaires à l'exécution du contrat. L'entreprise déclare en outre qu'elle n'est pas soumise à un conflit d'intérêts susceptible d'avoir une incidence négative sur l'exécution du contrat et qu'elle accepte les conditions générales jointes au Cahier des charges de l'appel d'offres susmentionné, et en particulier les dispositions contractuelles relatives aux contrôles et audits.

Fait à :

Nom :

Fonction :

Signature :



DECLARATION SUR L'HONNEUR

ANNEXE 2

Référence de la procédure : EEB3/2025-001

Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection

[Le][La] soussigné[e] [*nom du signataire du présent formulaire*]:

.....

Représentant la personne morale suivante :

- Dénomination officielle complète :
- Forme juridique officielle :
- Numéro d'enregistrement légal :
- Adresse officielle complète :
- N° d'immatriculation à la TVA :

La personne n'est pas tenue de présenter la déclaration relative aux critères d'exclusion lorsque celle-ci a déjà été présentée aux fins d'une autre procédure d'attribution du même pouvoir adjudicateur¹, pour autant que la situation n'ait pas changé et que la période de temps écoulée depuis la date de la déclaration ne dépasse pas un an.

En pareil cas, le signataire déclare que la personne a déjà fourni la même déclaration relative aux critères d'exclusion aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Date de la déclaration	Référence complète de la précédente procédure

I – Situation d'exclusion concernant la personne

(1) déclare que la personne susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON
(a) elle est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, elle a conclu un concordat préventif, elle se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par le droit de l'Union ou le droit national;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit applicable;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹ Même école.

(c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle elle appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:		
i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères d'éligibilité ou de sélection ou dans l'exécution d'un marché ou d'une convention;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) conclusion d'un accord avec d'autres personnes en vue de fausser la concurrence;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) violation de droits de propriété intellectuelle;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(d) il a été établi par un jugement définitif que la personne est coupable de l'un des faits suivants:		
i) la fraude au sens de l'article 3 de la directive (UE) 2017/1371 et de l'article 1 ^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) la corruption au sens de l'article 4, paragraphe 2, de la directive (UE) 2017/1371 ou la corruption active au sens de l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997, ou les actes visés à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil, ainsi que la corruption telle qu'elle est définie dans d'autres droits applicables;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) les comportements liés à une organisation criminelle visés à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme au sens de l'article 1 ^{er} , paragraphes 3, 4 et 5, de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) les infractions terroristes ou les infractions liées aux activités terroristes au sens respectivement de l'article 1 ^{er} et de l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil, ou l'incitation à commettre une infraction, la complicité ou la tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
vi) le travail des enfants ou les autres infractions liées à la traite des êtres humains visées à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<p>(e) elle a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché ou d'une convention financés par le budget de l'Union, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou de la convention ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles et d'audits ou d'enquêtes effectués par un pouvoir adjudicateur, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ou la Cour des comptes;</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>(f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a commis une irrégularité au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil;</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>(g) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement;</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>(h) (<i>uniquement pour les personnes morales</i>) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne a été créée dans l'intention visée au point g).</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>(i) pour les situations visées aux points c) à h) ci-dessus, la personne tombe sous le coup:</p> <ul style="list-style-type: none"> i. de faits établis dans le cadre d'audits ou d'enquêtes menés par le Parquet européen une fois qu'il aura été créé, la Cour des comptes, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ou l'auditeur interne, ou de tout autre contrôle, audit ou vérification effectué sous la responsabilité d'un ordonnateur d'une institution de l'UE, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'UE; ii. de jugements non définitifs ou de décisions administratives non définitives, y compris le cas échéant de mesures disciplinaires prises par l'organe de surveillance compétent qui est chargé de vérifier l'application des normes de déontologie professionnelle; iii. de faits visés dans les décisions des entités ou des personnes chargées de tâches d'exécution du budget de l'UE; iv. d'informations transmises par des États membres qui exécutent des fonds de l'Union; v. de décisions de la Commission relatives à la violation du droit de l'Union dans le domaine de la concurrence ou de décisions d'une autorité nationale compétente concernant la violation du droit de l'Union ou du droit national en matière de concurrence; ou vi. de décisions d'exclusion prises par un ordonnateur d'une institution de l'UE, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'UE. 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

II - Situations d'exclusion concernant les personnes physiques ou morales ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de la personne morale et les bénéficiaires effectifs

Ne s'applique pas aux personnes physiques, aux États membres et aux autorités locales

(2) déclare qu'une personne physique ou morale qui est membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de la personne morale susmentionnée ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ladite personne morale (à savoir, par exemple, les chefs d'entreprise, les membres des organes de direction ou de surveillance et les personnes physiques ou morales détenant, à titre individuel, la majorité des parts), ou un bénéficiaire effectif de la personne [au sens de l'article 3, point 6), de la directive (UE) 2015/849] se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
Situation visée au point c) ci-dessus (faute professionnelle grave)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point d) ci-dessus (fraude, corruption ou autre infraction pénale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point e) ci-dessus (manquements graves dans l'exécution d'un marché)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point f) ci-dessus (irrégularité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point g) ci-dessus (création d'une entité dans l'intention de se soustraire à des obligations légales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point h) ci-dessus (personne créée dans l'intention de se soustraire à des obligations légales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point i) ci-dessus	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

III - Situations d'exclusion concernant les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de la personne morale

(3) déclare qu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes de la personne morale susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
Situation visée au point a) ci-dessus (faillite)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point b) ci-dessus (non-respect des obligations de paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

IV - Motifs de rejet de la présente procédure

(4) déclare que la personne susmentionnée:	OUI	NON
a participé précédemment à la préparation des documents de marché utilisés lors de la présente procédure d'attribution, si cela a entraîné une violation du principe d'égalité de traitement, notamment une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

V - Mesures correctrices

Si elle déclare l'une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, la personne doit indiquer les mesures qu'elle a prises pour remédier à la situation d'exclusion, démontrant ainsi sa fiabilité. Il peut

s'agir, par exemple, de mesures prises au niveau technique, de l'organisation et du personnel en vue d'éviter toute répétition, de l'indemnisation du dommage ou du paiement des amendes ou de tout impôt ou toute cotisation de sécurité sociale. Les preuves documentaires pertinentes démontrant les mesures correctrices prises doivent être annexées à la présente déclaration. Cette disposition ne s'applique pas aux situations visées au point d) de la présente déclaration.

VI – Justificatifs sur demande

Sur demande et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, la personne doit fournir des informations sur les personnes physiques et morales qui sont membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance ou qui possèdent des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, y compris les personnes physiques et morales faisant partie de la structure de propriété et de contrôle et les bénéficiaires effectifs.

Elle doit également fournir les justificatifs suivants concernant la personne proprement dite et la ou les personnes physiques ou morales sur la capacité desquelles la personne compte s'appuyer, ou un sous-traitant, et concernant la ou les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de la personne:

Pour les cas mentionnés aux points a), c), d), f) et g) et h), un extrait récent du casier judiciaire est requis ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'établissement de la personne, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

Pour les cas mentionnés au point b), des certificats récents délivrés par les autorités compétentes de l'État concerné sont requis. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont la personne est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales. Lorsqu'un document visé ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment faite devant une autorité judiciaire ou un notaire ou, à défaut, une déclaration solennelle faite devant une autorité administrative ou un organisme professionnel qualifié du pays d'établissement.

La personne n'est pas tenue de fournir les justificatifs si elle les a déjà présentés aux fins d'une autre procédure d'attribution du même pouvoir adjudicateur². Les documents ne doivent pas avoir été délivrés plus d'un an avant la date à laquelle ils ont été demandés par le pouvoir adjudicateur et doivent être toujours valables à cette date.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure
<i>Insérer autant de lignes que nécessaire.</i>	

VII – Critères de sélection

1) déclare que la personne susmentionnée satisfait aux critères de sélection qui lui sont applicables à titre individuel, tels que prévus par le cahier des charges, à savoir:	OUI	NON	Sans objet
(a) elle a la capacité d'exercer l'activité professionnelle d'un point de vue légal et réglementaire, nécessaire à l'exécution du marché, conformément aux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

² Même école.

dispositions de la section 3.2.1 du cahier des charges;			
(b) elle remplit les critères économiques et financiers applicables, mentionnés à la section 3.2.2 du cahier des charges;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(c) elle remplit les critères techniques et professionnels applicables, mentionnés à la section 3.2.3 du cahier des charges.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2) si la personne susmentionnée est soumissionnaire unique ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe , déclare que:	OUI	NON	Sans objet
(d) le soumissionnaire (y compris tous les membres du groupement en cas d'offre conjointe et les sous-traitants, le cas échéant) respecte l'ensemble des critères de sélection pour lesquels il sera procédé à une évaluation d'ensemble conformément au cahier des charges.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

VIII – Justificatifs aux fins de la sélection

Le signataire déclare que la personne susmentionnée peut fournir, sur demande et sans tarder, les documents justificatifs nécessaires énumérés dans les sections correspondantes du cahier des charges et qui ne sont pas disponibles sous forme électronique.

La personne n'est pas tenue de fournir les justificatifs si elle les a déjà présentés aux fins d'une autre procédure de passation de marché du même pouvoir adjudicateur³. Les documents ne doivent pas avoir été délivrés plus d'un an avant la date à laquelle ils ont été demandés par le pouvoir adjudicateur et doivent être toujours valables à cette date.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure
<i>Insérer autant de lignes que nécessaire.</i>	

La personne susmentionnée doit immédiatement informer le pouvoir adjudicateur de toute modification de la situation déclarée.

La personne susmentionnée est susceptible d'être rejetée de la présente procédure et est passible de sanctions administratives (exclusion ou sanction financière) s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies pour participer à la présente procédure.

Nom, prénom et fonction du représentant du soumissionnaire habilité à signer :

Date :

Signature :

³ Même école.



ATTESTATION DE BONNE EXECUTION

ANNEXE 3

Référence de la procédure : EEB3/2025-001

Je soussigné	
Fonction	
Entreprise ou organisation	
Adresse	
atteste que la société	
dont le siège social est situé à	
réalise ses prestations à notre grande satisfaction depuis le	

confirme être pleinement satisfait de la qualité de ses produits et services comme suit :

Détail des prestations :

.....

.....

.....

.....

Note : répondez aux avec les mentions : **Acceptable** – les services atteintes ou dépassent les exigences/normes minimales ou exigences du contrat ou **Inacceptable** - les services étaient médiocre (moins qu'acceptable ou ne respectaient pas les exigences du contrat), ou si nécessaire avec Oui ou Non. (Biffer la mention inutile) et complétez.

Qualité des services fournis durant la durée du contrat. A-t-il un dossier satisfaisant de historique des performances?	ACCEPTABLE	-	INACCEPTABLE
Fournisseur a pu démontrer des performances satisfaisantes	ACCEPTABLE	-	INACCEPTABLE
Respect des conditions contractuelles. Le fournisseur est en mesure de répondre aux exigences du contrat cadre.	ACCEPTABLE	-	INACCEPTABLE



Efficacité de la gestion en général et le planning d'agents sur site	ACCEPTABLE - INACCEPTABLE
Coopération avec le client et aide au client en ce qui concerne les affaires courantes et lorsque le client est confronté à des problèmes suite difficultés inattendues.	ACCEPTABLE - INACCEPTABLE
Diriez-vous que le fournisseur dispose d'un personnel suffisant, d'une organisation, de contrôles comptables et opérationnels et des moyens nécessaires pour exécuter le contrat?	OUI - NON

Autres remarques :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Cette attestation est délivrée pour servir et valoir à qui de droit.

Fait à, le

Cachet de l'entreprise, Nom/Prénom et Signature



FORMULAIRE DE DECLARATION DE CONFIDENTIALITE

ANNEXE 4

Référence de la procédure : EEB3/2025-001

DECLARATION RELATIVE AU RESPECT DE LA CONFIDENTIALITE

Je, soussigné(e),, m'engage à respecter la confidentialité des informations auxquelles j'ai pu ou je pourrai avoir accès dans le cadre de mes prestations couvertes par le contrat passé entre la société et les Ecoles européennes. Cet engagement persistera au-delà dudit contrat, sans limite dans le temps.

En particulier, je reconnais avoir été informé(e) que je ne peux divulguer auprès d'un tiers, ni utiliser à mon profit ou à celui d'un tiers, ni rendre publics, oralement ou par écrit, sur support papier ou électronique, les documents ou informations qui ne sont pas du domaine public et auxquels j'ai pu ou je pourrai avoir accès dans le cadre de mes prestations. Cette interdiction persistera après leur cessation.

Je m'engage à m'abstenir de toute déclaration susceptible de porter atteinte à la réputation des Ecoles européennes et à leur image ou de nuire à la sécurité de ses bâtiments.

Je m'engage à respecter la confidentialité de toutes les données à caractère personnel que je serais amené à pouvoir accéder et à devoir traiter, et ce en conformité avec ces données seront traitées conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que dans le respect de la législation nationale applicable en matière de protection de la vie privée. Je n'agirai dans ce contexte que sur instruction du Responsable du traitement des données ou de son représentant.

Je m'engage également, dès la fin de mon contrat de prestation auprès des Ecoles européennes, à restituer au Chef de site en charge du contrat, tous les documents relatifs au client qui seraient encore en ma possession, quelle qu'en soit la forme (papier ou électronique).

Je suis conscient que la divulgation de procédures, de noms ou de quelques autres informations sensibles que ce soient relatifs au client, peut donner lieu à un licenciement pour faute grave.

Toutes les informations recueillies au moyen du système de vidéosurveillance, et en particulier les images captées par ce système, sont couvertes par la confidentialité la plus stricte, en sorte que je m'engage – et souscrit à ce titre une obligation de résultat - à ne pas diffuser, publier, transférer, exhiber ou révéler, de quelque manière ou par quelque moyen que ce soit, tout ou partie du contenu d'une quelconque séquence de vidéosurveillance à quiconque autre que les destinataires agréés spécialement désignés par les Ecoles européennes en matière de vidéosurveillance.

Fait à, le

Nom : Prénom :

Signature précédée de la mention « **Lu et approuvé** » :

Une copie est à conserver par le signataire



SIGNALÉTIQUE FINANCIER SCHOLA EUROPAEA

Ces données seront enregistrées sur les registres comptables des Ecoles européennes et utilisées pour les procédures de paiement.
Les données peuvent être consultées par le personnel impliqué dans ces procédures de paiement.

<u>TITULAIRE DU COMPTE</u>	
NOM	<input type="text"/>
	<input type="text"/>
ADRESSE	<input type="text"/>
	<input type="text"/>
VILLE	<input type="text"/>
CODE POSTAL	<input type="text"/>
PAYS	<input type="text"/>
N° DE TVA	<input type="text"/>
PERSONNE DE CONTACT	<input type="text"/>
TELEPHONE	<input type="text"/>
FAX	<input type="text"/>
E - MAIL	<input type="text"/>

<u>BANQUE</u>	
NOM DE LA BANQUE	<input type="text"/>
	<input type="text"/>
DRESSE DE L'AGENCE	<input type="text"/>
	<input type="text"/>
VILLE	<input type="text"/>
CODE POSTAL	<input type="text"/>
IBAN	<input type="text"/>
BIC	<input type="text"/>

REMARQUES :

CACHET DE L'AGENCE + SIGNATURE DU REPRÉSENTANT DE LA BANQUE (Tous deux obligatoires)(1)

DATE (Obligatoire)
SIGNATURE DU TITULAIRE DU COMPTE (Obligatoire)

(1) Si un relevé bancaire est joint, le cachet de la banque et la signature du représentant ne sont pas requis.
La signature du titulaire du compte et la date sont TOUJOURS obligatoires.

OFFRE FINANCIERE - BORDEREAU DE PRIX

ANNEXE 6.1

Appel d'offres par procédure ouverte pour :
- la fourniture et le placement de tableaux interactifs et accessoires.
-Montant estimé du marché : max. 200.000 €
-Référence : EEB3/2025-001
-Pouvoir adjudicateur : Ecole européenne de Bruxelles III

Description de l'article (Les articles doivent correspondre au point 1.4.2 du cahier des charges)	Quantité	PU HTVA en €, 2 décimales	Remise sur catalogue en %	Prix total HTVA en €
Ecran 65 pouces tactile compatible avec SMART Ink.	1			
Ecran 75 pouces tactile compatible avec SMART Ink.	1			
Ecran 86 pouces tactile compatible avec SMART Ink.	1			
Support mural avec ajustement vertical pour tous types d'écrans (non motorisé) type Balancebox 650 ou équivalent	1			
Colonne sol-mur pour support mural avec ajustement vertical pour tous types d'écrans type support autonome 481A13 ou équivalent	1			
Câble HDMI 10m	1			
Câble USB 10m	1			
Système de tableau blanc adaptable sur l'écran et repliable type WinX6 ou équivalent.	1			
Licence SmartNote valable 1 an	1			

Licence SmartNote valable 3 ans	1			
Forfait installation pour 1 écran et accessoires, tous frais compris (déplacement, installation et mise en service, reprise emballages, ...)	1			
Forfait installation pour 19 écrans et accessoires, tous frais compris (déplacement, installation et mise en service, reprise emballages, ...)	1			
TOTAL				

Date :

Cachet de l'entreprise et signature du représentant légal.

OFFRE FINANCIERE - REMISE SUR CATALOGUE

ANNEXE 6.2

Appel d'offres par procédure ouverte pour :
- la fourniture et le placement de tableaux interactifs et accessoires.
-Montant estimé du marché : max. 200.000 €
-Référence : EEB3/2025-001
-Pouvoir adjudicateur : Ecole européenne de Bruxelles III

Le pourcentage de remise offert sur notre catalogue est :

Remise de% sur notre (nos) catalogue(s)Merci de compléter le nom du(des) catalogue(s).

La remise s'applique sur tout le catalogue, et est fixe pour toute la durée du contrat.

Date :

Cachet de l'entreprise et signature du représentant légal.



ECOLE EUROPEENNE DE BRUXELLES III
EUROPEAN SCHOOL BRUSSELS III
EUROPÄISCHE SCHULE BRÜSSEL III

BORDEREAU TECHNIQUE

ANNEXE 7

Appel d'offres par procédure ouverte pour :

- **La fourniture et le placement de tableaux interactifs et accessoires.**
 - **Montant estimé du marché : max. 200.000 €**
 - **Référence : EEB3/2025-001**
 - **Pouvoir adjudicateur : Ecole européenne de Bruxelles III**
-

Merci de nous transmettre les fiches techniques des produits proposés dans votre bordereau de prix (Annexe 6.1).